



Rapport d'Observation à Long Terme (OLT) du contexte pré-électoral et du climat électoral au Sénégal pour la période du 07 au 14 octobre 2024.



RAPPORT OBSERVATION A LONG TERME DU CONTEXTE PRE ELECTORAL ET DU CLIMAT ELECTORAL AU SENEGAL

Du 07 au 14 octobre 2024

Table des matières

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
2. OBJECTIF GLOBAL	4
3. OBJECTIFS SPECIFIQUES	4
4. METHODOLOGIE ET DEPLOIEMENT	4
5. PLAN DE DEPLOIEMENT	5
6. RESULTATS DE L'OBSERVATION	6
6.1. CLIMAT ET VIOLENCE ELECTORALE	6
6.2. ENVIRONNEMENT GENERAL DES ELECTIONS	7
6.3. DEGRE DE CONCURRENCE POLITIQUE	9
7. CONCLUSION	10

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les processus électoraux qui ponctuent les processus politiques sont d'une importance capitale dans tout projet démocratique car déterminant la qualité de la gouvernance et surtout celle des légitimités qui en découlent. Le projet démocratique sénégalais, amorcé dès le début des années 80, a fait preuve d'une certaine résilience malgré les défis innombrables qui l'assaillent continuellement. Ce fait est intrinsèquement lié à la nature de tout processus dynamique. Si le Sénégal est parvenu à clarifier les contours d'un modèle électoral qui se précisent au fur et à mesure de sa mise à l'épreuve, des difficultés persistent tant du point de vue structurel que du point de vue du jeu des acteurs. Les différents points de vulnérabilité (déficit de confiance entre acteurs, contentieux sur certaines étapes du processus, violence, désinformation, faible niveau de citoyenneté, vide juridique, etc.) souvent évoqués dans la mise en œuvre des processus électoraux au Sénégal ont fini de convaincre sur l'importance de développer des dynamiques citoyennes contributives malgré les efforts fournis par les parties prenantes essentielles à ces processus électoraux (partis politiques, administration électorale, CENA). Ces dynamiques citoyennes recouvrent plusieurs modalités telles que les sessions de réflexion et de concertation, les initiatives de médiation, le monitoring électoral mais également l'observation électorale. Cette observation électorale, généralement la plus usitée dans le cadre des contributions citoyennes par les organisations de la société civile comporte deux types : l'observation à court terme et l'observation à long terme.

Si l'observation à court terme s'est généralisée progressivement grâce à une mobilisation qualitative des organisations de la société civile, l'observation à long terme est moins usitée, du fait de l'absence de l'approche cycle électoral dans l'accompagnement des processus électoraux. Ceci contribue souvent à laisser toutes les étapes du processus électoral, hormis le scrutin, aux administrations et aux organes de gestion. L'élaboration du cadre juridique, la gestion budgétaire, la planification et la budgétisation, les actes préparatoires, la couverture médiatique, la formation des agents électoraux, l'information électorale, la campagne électorale, le jour J du scrutin, la phase post-électorale, l'audit et l'évaluation sont autant d'étapes très importantes qui déterminent la qualité d'un scrutin et la nature de la gouvernance politique et qui souvent ne sont pas sujettes à observation. Il convient toutefois de préciser que des institutions telles que l'Union européenne dans le cadre de ses missions d'observation électorale, ainsi que la CEDEAO s'investissent de plus en plus dans l'observation à long terme permettant de couvrir toutes les étapes du cycle électoral, avec la vertu de formuler des recommandations complètes portant sur tout le cycle électoral.

2. OBJECTIF GLOBAL

Mettre en place un dispositif citoyen d'observation et de suivi des étapes du processus électoral en cours en perspective de contribuer à l'intégrité du processus électoral.

3. OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Contribuer à un processus électoral apaisé et crédible par le suivi des potentiels actes de violence et de la couverture médiatique de ce processus ;
- Renforcer les capacités de 46 observateurs aux techniques de l'observation à long terme et à la remontée de données en temps réels ;
- Opérationnaliser un dispositif technique de recueil de données en vue d'une production d'informations en temps réel d'aide à la décision ;
- Impliquer les acteurs à la base pour un suivi de la qualité des opérations électorales au niveau départemental ;
- Produire un rapport exhaustif d'observation en vue d'une formulation de recommandations en perspective de réformes du système électoral sénégalais.

4. METHODOLOGIE ET DEPLOIEMENT

La méthodologie utilisée pour la mise en œuvre du monitoring à long terme, intégrant un volet suivi du climat électoral ainsi que la situation pré-électorale et électorale est la suivante :

Élaboration d'un plan de déploiement : il s'agit d'une étape préalable cruciale permettant de recruter les observateurs à long terme. Les observateurs ont été ainsi recrutés sur la base du découpage administratif sénégalais. En effet, le Sénégal compte 46 circonscriptions électorales.

Recrutement des observateurs à long terme (OLT) : le recrutement s'est effectué subséquent à l'élaboration du plan de déploiement. Les OLT sont ainsi recrutés tenant compte de leur ancrage local au niveau des départements. Ainsi, le choix a été déterminé sur la base de l'appartenance des observateurs à long terme au Forum Civil et à ses sections départementales, à une bonne maîtrise du terrain, à leur capacité à maîtriser les enjeux électoraux pour une bonne appropriation des outils de collecte de données.

Conception de la plateforme technique : la plateforme technique est le réceptacle de toutes les données remontées par les observateurs à long terme à partir du terrain. De même, elle permet de mettre à la disposition des parties prenantes, les médias, etc. des informations relatives au processus électoral à travers une page du site web du Forum Civil (www.legislative24.forumcivil.org). La plateforme est conçue par un webmaster qui coordonne aussi techniquement la partie recueil des données et supervise l'équipe d'opérateurs de saisie qui sont en contact direct avec les moniteurs sur le terrain.

Formation des observateurs à long terme : la formation est cruciale car permettant de mettre à niveau tous les observateurs et de partager le dispositif, de partager les connaissances liées

au processus électoral, de discuter de l'approche d'observation, des défis liés à l'observation, des principes directeurs de l'observation, du cycle électoral et de ses exigences, des techniques de remontée des données, du calendrier de remontée. Par ailleurs, la formation a été faite sur la base d'une approche participative ayant ainsi permis de discuter des indicateurs du monitoring électoral.

Les rapports qui seront produits comportent les contenus suivants :

- Une partie traitant du contexte pré-électoral et électoral décrivant :
 - L'environnement général des élections au niveau départemental ;
 - Le degré de concurrence politique au niveau départemental ;
- Une partie traitant des violences électorales :
Pour rappel, il existe plusieurs types de violence électorale :
 - Intimidation ;
 - Menace d'agression physique ;
 - Agression physique ;
 - Torture ;
 - Affrontement de groupe de personnes ;
 - Violence basée sur le genre ;
 - Destruction de propriété ;
 - Vol ;
 - Enlèvement ;
 - Tentative de meurtre ;
 - Agression sexuelle ;
 - Meurtre.

5. PLAN DE DEPLOIEMENT

Le plan de déploiement a suivi le découpage administratif. Ainsi, les 14 régions et les 46 départements du Sénégal.

REGIONS :

Régions		
Dakar	Kédougou	Sédhiou
Diourbel	Kolda	Tambacounda
Fatick	Louga	Thiès
Kaffrine	Matam	Ziguinchor
Kaolack	Saint-Louis	

DEPARTEMENTS :

Départements		
Bakel	Guinguinéo	Nioro du Rip
Bambey	Kaffrine	Oussouye
Bignona	Kaolack	Pikine
Birkilane	Kébémér	Podor
Boukiling	Kédougou	Ranérrou
Dagana	Keur Massar	Rufisque
Dakar	Kolda	Saint-Louis
Diourbel	Koumpentoum	Salemata
Fatick	koungheul	Saraya
Foundiougne	Malem-Hodar	Sédhiou
Gossas	Matam	Thiès
Goudiry	Mbacké	Tivaouane
Goudomp	Mbour	Vélingara
Guédiawaye	Médina Yoro Foulah	Ziguinchor

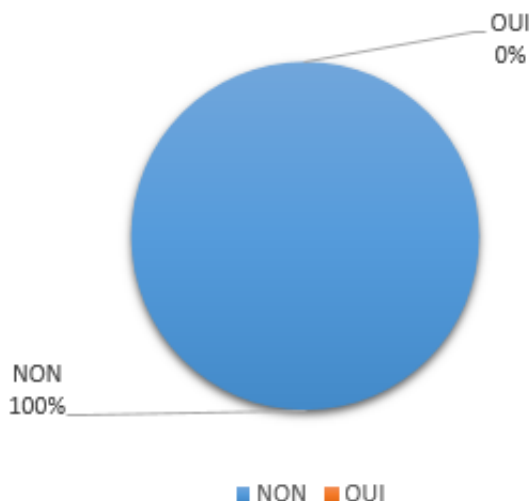
6. RESULTATS DE L'OBSERVATION

6.1. CLIMAT ET VIOLENCE ELECTORALE

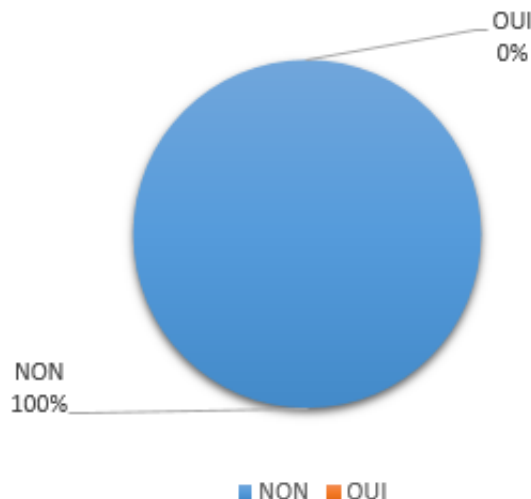
Le climat électoral permet d'appréhender les signes annonciateurs de potentiels actes de violence.

CLIMAT ELECTORAL

Est ce qu'il y'a des tensions dans votre localité ?



Avez-vous spécifiquement durant cette période observée des actes de violence dans votre localité?



Il ressort du monitoring effectué par les observateurs déployés sur la période coïncidant avec le dépôt des listes, la publication des listes retenues et le contentieux y relatif que le climat électoral, dans la quasi-totalité du territoire, est très faible.

6.2. ENVIRONNEMENT GENERAL DES ELECTIONS

ENVIRONNEMENT GENERAL DE L'ELECTION

L'environnement général des élections jette un regard sur la qualité des procédures mises en œuvre par l'organe de gestion des élections, sur le respect des droits fondamentaux des électeurs, sur la nature de l'espace civique, sur la compétition politique. Globalement, les données ci-dessous ont été remontées par les moniteurs.

ENVIRONNEMENT GENERAL DE L'ELECTION	OUI %
L'organe de gestion des élections (Ministère de l'Intérieur/DGE) communique constamment avec les parties prenantes	88,37 %
L'organe de supervision des élections (CENA/CEDA) communique constamment avec les parties prenantes	83,72 %
Restriction de la liberté de mouvement des partis politiques, candidats, électeurs, journalistes, observateurs etc	4,65 %

Interdiction de réunions politiques (manifestations, marches, etc.)	4,65 %
Interdiction des activités de la société civile	0 %
Instrumentalisation de la religion à des fins politiques	13,95 %
Discours incendiaires et divisionnistes	4,65 %
Des sessions d'éducation civique sont organisées dans votre communauté par les organisations de la société civile	37,21 %
Une sensibilisation est menée dans votre localité par les acteurs étatiques	27,91 %
Il y'a des actes de violence politique	0 %
Menaces contre les journalistes, interdiction ou intimidation des journalistes ou confiscation de leur matériel de travail	0 %
Perturbation des moyens de communication (médias classiques : presse écrite/radio/tv)	0 %
Perturbation du réseau internet et des réseaux sociaux	0 %
Perturbations des moyens de transport	0 %
Emission d'informations fausses ou trompeuses aux électeurs (fake news)	25,58 %
Les observateurs ont accès à l'information souhaitée auprès des acteurs étatiques	90,7 %
Le silence électoral est respecté durant la pré-campagne	90,7 %

En sus des données quantitatives remontées par les observateurs à long terme, des observations spécifiques ont été également répertoriées :

- Une situation très calme est notée dans tous les départements observés
- Les procédures relatives au processus se déroulent au niveau départemental
- De fausses informations (fake news) notées au niveau des réseaux sociaux à l'échelle nationale.
- Quelques annonces de certains candidats et leurs stratégies de campagne dévoilées à travers les réseaux sociaux.
- Il n'est constaté pour le moment aucune effervescence politique au niveau départemental
- Le processus se déroule relativement normalement au niveau départemental

6.3. DEGRE DE CONCURRENCE POLITIQUE

Le degré de concurrence politique préfigure la nature et la régularité de la compétition électorale en perspective de traquer les éventuelles pratiques corruptrices et l'achat de conscience, les conflits d'intérêt éventuels.

DEGRE DE CONCURRENCE POLITIQUE

Corruption et achat de conscience	9.52 %
Utilisation des moyens de l'Etat	14.29 %
Politisation des travaux d'intérêt publics	26.19 %
Politisation des initiatives de solidarité et d'assistance sociale	23.81 %
Prise de position par les leaders d'opinion en faveur d'un candidat ou d'une coalition	19.05 %
Instrumentalisation de faits identitaires (ethnique/religieux/communautaire) à des fins politiques ou autres discours incendiaires et divisionnistes	4.76%

Quelques observations faites par les observateurs à long terme déployés sont ainsi notées et renseignent sur une utilisation des moyens de l'Etat par des acteurs politiques au niveau départemental :

- Des pratiques sont notées de la part d'agent de ministères au sein de leurs localités sur le terrain politique avec les véhicules des ministères et parfois même avec certains agents. Il en est conclu que les moyens publics sont utilisés pour la campagne qui n'a pas encore démarré officiellement ;
- La coalition qui est au pouvoir utilise les moyens de l'état pour amadouer les populations à titre d'exemple un travail confié à l'ONAS est récupéré par des politiques pour être plus proche des populations ;
- L'enrôlement des bourses familiales par des politiques au lieu des autorités administratives ;
- La campagne de financement de la DER est jugée par une certaine frange de la population comme une campagne déguisée en faveur du parti au pouvoir ;
- Mission de terrain notée, impliquant la Ministre de la Famille et des Solidarités et la Directrice générale de la DER causant ainsi une désapprobation de l'opposition qui considère cela comme une pré campagne électorale.

7. CONCLUSION

Le monitoring du climat électoral et l'observation faite de l'environnement pré-électoral ainsi que du degré de concurrence politique met en exergue :

- Un climat électoral caractérisé par un calme dans la quasi-totalité du territoire, sur les 46 départements du Sénégal. Toutefois, Il convient de préciser que la période durant laquelle s'est effectuée le monitoring coïncide avec la phase de dépôt des dossiers de candidatures ainsi que des recours ;
- Un environnement pré-électoral marqué par un calme et un espace civique tempéré, sans tension électorale ;
- Un degré de concurrence politique qui fait ressortir quelques pratiques suspicieuses relativement à l'utilisation des moyens de l'Etat et des actes suspectés de campagne déguisée.